

UNITED NATIONS



NATIONS UNIES

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

--

**Allocution prononcée devant l'Assemblée générale
New York, le 19 septembre 2023**

Traduction – Seul le prononcé fait foi

Monsieur le Président de l'Assemblée générale,
Excellences,
Mesdames et Messieurs,

Il y a tout juste neuf jours, nous avons découvert une vision d'enfer, un paysage terrible, conséquence d'une compilation de nombre des problèmes auxquels le monde est confronté.

Des milliers de personnes ont perdu la vie à Derna, en Libye, dans des inondations sans précédent aux proportions épiques.

Elles ont été victimes de plusieurs fléaux.

Victimes d'années de conflit.

Victimes du chaos climatique.

Victimes des leaders, qui, là et ailleurs, n'ont pas su trouver la voie de la paix.

Les habitantes et les habitants de Derna ont vécu et sont morts à l'épicentre de cette indifférence : en 24 heures, le ciel a déversé l'équivalent de 100 fois le volume d'un mois de précipitations... les barrages ont lâché après des années de guerre et de négligence... et tout ce que la population connaissait a été rayé de la carte.

En ce moment même, les corps des victimes s'échouent sur les plages de la Méditerranée, tandis que des milliardaires prennent le soleil sur leurs super-yachts.

Derna est un triste instantané de l'état de notre monde, emporté par le torrent des inégalités et des injustices, et paralysé devant les défis à relever.

Excellences,

Notre monde est sens dessus dessous.

Les tensions géopolitiques s'aggravent.

Les défis de portée mondiale se multiplient.

Et nous semblons incapables d'unir nos forces pour y faire face.

Nous sommes aux prises avec une multitude de menaces existentielles – de la crise climatique aux technologies de rupture – alors même que nous traversons une période de transition chaotique.

Pendant la majeure partie de la guerre froide, les relations internationales ont été largement perçues à travers le prisme des deux superpuissances.

Puis vint une brève période d'unipolarité.

Nous nous dirigeons maintenant rapidement vers un monde multipolaire.

C'est une évolution positive à bien des égards, porteuse de nouvelles perspectives de justice et d'équilibre dans les relations internationales.

Mais la multipolarité ne peut à elle seule être gage de paix.

Au début du XX^e siècle, l'Europe était composée de nombreuses puissances. Mais elle ne disposait pas d'institutions multilatérales solides. Et quel a été le résultat ? La Première Guerre mondiale.

Un monde multipolaire a besoin d'institutions multilatérales fortes et efficaces.

Pourtant, la gouvernance mondiale est figée dans le temps.

Il suffit de regarder le Conseil de sécurité de l'ONU et le système de Bretton Woods.

Ils reflètent les réalités politiques et économiques de 1945, lorsque de nombreux pays présents dans cette salle étaient encore sous domination coloniale.

Le monde a changé.

Nos institutions, non.

Nous ne pouvons pas traiter efficacement les problèmes tels qu'ils *sont* si les institutions ne reflètent pas le monde tel qu'il *est*.

Au lieu de nous aider à régler les problèmes, nos institutions risquent d'en être une des sources.

Et de fait, les clivages ne cessent de s'accroître.

Les clivages entre puissances économiques et militaires.

Les clivages entre le Nord et le Sud, l'Est et l'Ouest.

Nous nous rapprochons dangereusement d'une Grande Fracture dans les systèmes économiques et financiers et les relations commerciales, qui met en péril l'existence d'un Internet ouvert et unique, et s'accompagne de stratégies divergentes concernant les technologies et l'intelligence artificielle, le risque étant que les cadres de sécurité soient en conflit.

Il est grand temps de renouveler les institutions multilatérales sur la base des réalités économiques et politiques du XXI^e siècle – et de les ancrer dans l'équité, la solidarité et l'universalité – conformément aux principes de la Charte des Nations Unies et du droit international.

Cela demande de réformer le Conseil de sécurité pour l'adapter au monde d'aujourd'hui.

Cela demande de repenser l'architecture financière internationale pour qu'elle devienne véritablement universelle et soit un filet de sécurité mondial pour les pays en développement en difficulté.

Je ne me fais pas d'illusions. Les réformes sont affaire de pouvoir.

Je sais qu'il existe de nombreux intérêts concurrents et priorités contradictoires.

Mais l'alternative n'est pas entre la réforme et le statu quo.

L'alternative est entre la réforme et une fragmentation encore plus grande.

C'est la réforme ou la rupture.

Dans le même temps, les fossés se creusent à l'intérieur des pays.

La démocratie est menacée. L'autoritarisme est en marche. Les inégalités s'aggravent. Et les discours de haine se propagent.

Face à tous ces défis et à bien d'autres encore, le mot « compromis » semble être devenu tabou.

Ce dont notre monde a besoin, c'est d'une vision politique, pas de manœuvres ni d'une impasse.

Comme je l'ai dit au G20, il est temps de parvenir à un compromis mondial.

La politique, c'est le compromis.

La diplomatie, c'est le compromis.

Un leadership efficace, c'est le compromis.

Les dirigeants du monde ont le devoir de parvenir à un compromis pour construire un avenir commun de paix et de prospérité, dans l'intérêt commun.

Excellences,

Au cours de l'année écoulée, nous avons montré que l'action multilatérale était riche de promesses.

J'en veux pour preuve les nouveaux accords mondiaux importants sur la sauvegarde de la biodiversité... sur la protection de la haute mer... sur les pertes et les dommages climatiques... sur le droit à un environnement propre, sain et durable.

Nous avons tous les outils et toutes les ressources dont nous avons besoin pour relever ces défis communs.

Ce qui nous manque, c'est de la détermination.

Agir avec détermination fait partie de l'ADN de notre Organisation des Nations Unies, comme le montrent les premiers mots de la Charte, en forme d'exhortation :

« Nous, peuples des Nations Unies [...] résolus » :

Résolus à en finir avec le fléau de la guerre.

Résolus à proclamer à nouveau leur foi dans les droits humains.

Résolus à faire respecter la justice et le droit international.

Et résolus à favoriser le progrès social et à permettre à tout le monde de vivre une vie meilleure.

Face aux défis d'aujourd'hui, il est de notre devoir d'agir avec détermination.

Excellences,

Cela commence par la détermination de faire respecter la promesse de paix énoncée dans la Charte.

Pourtant, loin d'être débarrassés du fléau de la guerre, nous assistons à une recrudescence des conflits, des coups d'État et du chaos.

Si chaque pays s'acquittait des obligations que lui fait la Charte, le droit à la paix serait garanti.

Lorsque les pays ne respectent pas leurs engagements, ils créent un monde d'insécurité pour toutes et tous.

Pièce à conviction numéro 1 : l'invasion de l'Ukraine par la Russie.

La guerre, en violation de la Charte des Nations Unies et du droit international, a déclenché une série d'atrocités : des vies détruites, des droits humains bafoués, des familles déchirées, des enfants traumatisés, des espoirs et des rêves brisés.

Au-delà de l'Ukraine, la guerre a de graves répercussions pour tout le monde.

Les menaces nucléaires nous mettent toutes et tous en danger.

Le mépris des accords et des traités mondiaux nous fragilise collectivement.

Et l'empoisonnement de la diplomatie mondiale empêche l'accomplissement de progrès dans tous les domaines.

Nous devons continuer d'œuvrer inlassablement à la recherche de la paix, une paix juste et conforme à la Charte des Nations Unies et au droit international.

Et même si les combats font rage, nous devons explorer toutes les voies possibles pour alléger les souffrances des populations civiles, en Ukraine et au-delà.

L'Initiative de la mer Noire était l'une de ces voies.

Le monde a cruellement besoin de denrées alimentaires ukrainiennes et de denrées alimentaires et d'engrais russes pour stabiliser les marchés et garantir la sécurité alimentaire.

Je n'abandonnerai pas mes efforts pour y parvenir.

Excellences,

Partout dans le monde, les anciennes tensions s'enveniment et de nouveaux risques voient le jour.

Le désarmement nucléaire est au point mort alors que les pays développent de nouvelles armes et profèrent de nouvelles menaces.

Au Sahel, une série de coups d'État déstabilise encore davantage la région, tandis que le terrorisme gagne du terrain.

Le Soudan s'enfonce dans une guerre civile totale, des millions de personnes ont fui et le pays est au bord de l'implosion.

Dans l'est de la République démocratique du Congo, des millions de personnes sont déplacées et les violences de genre sont monnaie courante.

Haïti, un pays qui a subi des siècles d'exploitation coloniale, est aujourd'hui débordé par la violence en bande organisée – et attend toujours l'aide de la communauté internationale.

En Afghanistan, 70 % de la population a besoin d'une aide humanitaire, un pourcentage qui donne le vertige, et les droits des femmes et des filles sont systématiquement bafoués.

Au Myanmar, les violences brutales, l'aggravation de la pauvreté et la répression réduisent à néant les espoirs de retour à la démocratie.

Au Moyen-Orient, l'escalade de la violence et l'effusion de sang dans le Territoire palestinien occupé font payer un lourd tribut à la population civile.

Les actions unilatérales se multiplient et éloignent la possibilité d'une solution des deux États, pourtant la seule voie possible vers une paix et une sécurité durables pour les Palestiniens et les Israéliens.

Quant à la Syrie, le pays est toujours un champ de ruines et la paix demeure lointaine.

Pendant ce temps, les conflits – catastrophes créées par l'homme – sont aggravées par les catastrophes naturelles.

Face à toutes ces crises, le système humanitaire mondial est au bord de l'effondrement.

Les besoins augmentent.

Et les financements se tarissent.

Nos opérations humanitaires sont obligées de se résoudre à des coupes massives.

Mais si nous ne donnons pas à manger à celles et ceux qui ont faim, c'est le conflit que nous alimentons.

Je demande instamment à tous les pays de se mobiliser et de financer l'Appel humanitaire mondial.

Excellences,

L'architecture de paix et de sécurité est soumise à des pressions sans précédent.

C'est la raison pour laquelle, à l'occasion des préparatifs du Sommet de l'avenir, nous proposons aux États Membres des idées dans le cadre d'un Nouvel Agenda pour la paix, fondé sur la Charte et le droit international.

Ce Nouvel Agenda offre une vision unifiée pour faire face aux menaces qui existent déjà et à celles qui se profilent dans ce monde en transition.

Ce qu'il faut, c'est appeler les États à renouveler leur engagement en faveur d'un monde exempt d'armes nucléaires et à mettre fin à l'érosion du régime de désarmement nucléaire et de maîtrise des armements ;

Renforcer la prévention à l'échelle mondiale en misant le plus possible sur les capacités et le pouvoir de rassemblement de l'ONU et sur nos bons offices pour combler les fossés géopolitiques ;

Renforcer la prévention à l'échelle nationale en faisant le lien entre les actions menées en faveur de la paix et les progrès réalisés sur la voie des objectifs de développement durable ;

Placer le leadership et la participation des femmes au cœur des processus décisionnels et s'engager à éradiquer toutes les formes de violences faites aux femmes ;

Susciter une vaste réflexion sur le maintien de la paix, pour qu'il soit plus souple et plus adaptable et qu'il prévoie, dès le départ, des stratégies de transition et de sortie tournées vers l'avenir ;

Et soutenir les initiatives prises par des organisations régionales – notamment l'Union africaine – pour faire respecter la paix, grâce à des mandats du Conseil de sécurité et à un financement prévisible.

La détermination en faveur de la paix nécessite également de nouveaux cadres de gouvernance pour faire face aux menaces émergentes – qu'il s'agisse de l'intelligence artificielle ou des systèmes d'armes létaux autonomes, qui fonctionnent sans contrôle humain.

Excellences,

La paix est inextricablement liée au développement durable.

Dans le monde entier, c'est le même paradigme que l'on observe : plus un pays se rapproche d'un conflit, plus il s'éloigne des objectifs de développement durable.

En vertu de la Charte, nous devons nous montrer résolus à favoriser le progrès social. Au XXI^e siècle, cela veut dire œuvrer à la réalisation des objectifs de développement durable.

Pourtant, les inégalités sont la caractéristique de notre époque.

Pensons à ces villes, où des gratte-ciels ont une vue surplombante sur des taudis ;

à ces pays en proie à un dilemme : servir leur peuple ou le sacrifier au service de la dette.

Aujourd'hui, l'Afrique dépense davantage de ressources au remboursement des intérêts de sa dette qu'à la santé.

Le Sommet sur les Objectifs de développement durable qui s'est tenu hier était consacré à l'adoption d'un plan de sauvetage mondial, pour que le soutien apporté ne se chiffre plus en milliards, mais en milliers de milliards.

Excellences,

L'architecture financière internationale est dysfonctionnelle, dépassée et injuste.

Les réformes profondes qui sont nécessaires ne pourront pas être menées à bien du jour au lendemain.

Mais nous pouvons dès à présent prendre des mesures énergiques pour aider les pays à surmonter des crises comme la pandémie de COVID-19.

En faisant progresser d'urgence le Plan de relance des Objectifs de développement durable de 500 milliards de dollars par an et en allégeant le fardeau financier qui pèse sur les pays en développement et les économies émergentes.

En augmentant le financement du développement et de l'action climatique, en relevant la base de capital et en changeant le modèle d'activité des banques multilatérales de développement.

En garantissant des mécanismes efficaces d'allègement de la dette et en canalisant l'aide financière d'urgence vers celles et ceux qui en ont le plus besoin.

Excellences,

Nous devons agir avec détermination pour nous attaquer à la menace qui compromet le plus directement notre avenir : la surchauffe de la planète.

Les changements climatiques ne sont pas que des changements météorologiques.

Les changements climatiques bouleversent ce qu'est la vie même sur notre planète.

Ils altèrent chaque aspect de notre travail.

Ils tuent des êtres humains et dévastent des communautés.

Partout dans le monde, les thermomètres s'affolent, l'élévation du niveau des mers s'accélère, les glaciers reculent, des maladies mortelles se propagent, des espèces disparaissent et les villes sont menacées.

Et ce n'est que le début.

Les jours, les mois et l'été que nous venons de vivre ont été les plus chauds jamais enregistrés.

Et à chaque nouveau record de température, ce sont des économies détruites, des vies détruites et des nations entières qui se rapprochent du point de rupture.

Aucun continent, aucune région et aucun pays du monde n'est épargné par l'urgence climatique, mais je ne suis pas certain que les leaders se rendent bien toutes et tous compte de l'urgence de la situation.

Les mesures prises ne sont pas du tout à la hauteur de l'enjeu.

Il est encore temps de contenir la hausse des températures dans la limite des 1,5 degré fixée dans l'Accord de Paris.

Mais pour cela, il faut prendre dès maintenant des mesures radicales pour réduire les émissions de gaz à effet de serre et garantir la justice climatique pour celles et ceux qui ont le moins contribué à la crise, mais qui paient le prix fort.

Les preuves sont là.

Les pays du G20 sont responsables de 80 % des émissions de gaz à effet de serre. C'est à eux de montrer l'exemple.

Ils doivent s'affranchir de leur dépendance aux combustibles fossiles et tenir compte des conclusions de l'Agence internationale de l'énergie, à savoir que toute nouvelle licence d'exploitation du pétrole et du gaz n'est pas compatible avec l'objectif consistant à limiter l'augmentation de la température à 1,5 degré.

Pour avoir une chance d'endiguer l'augmentation de la température mondiale, nous devons renoncer progressivement au charbon, au pétrole et au gaz selon un processus juste et équitable, et stimuler massivement les énergies renouvelables.

C'est la seule voie envisageable pour que tout le monde puisse avoir accès aux énergies renouvelables à un coût abordable.

L'ère des combustibles fossiles est révolue.

Si les entreprises de combustibles fossiles veulent faire partie de la solution, elles doivent être en première ligne de la transition vers les énergies renouvelables.

Il faut en finir avec les productions polluantes, les fausses solutions, le financement du déni climatique.

J'ai proposé un Pacte de solidarité climatique afin que tous les grands émetteurs redoublent d'efforts pour réduire leurs émissions et que les pays les plus riches accompagnent les économies émergentes en mettant à leur disposition les financements et technologies dont elles ont besoin sur la voie de la décarbonation.

Par exemple, l'Afrique abrite 60 % de la capacité solaire mondiale, mais elle ne reçoit que 2 % des investissements dans les énergies renouvelables.

J'ai proposé un Programme d'accélération, pour décupler ces efforts.

Les pays développés doivent atteindre l'objectif de zéro émission nette dès 2040, et les économies émergentes dès 2050.

Certaines mesures doivent être prises immédiatement :

Il faut en finir avec le charbon – d'ici à 2030 pour les pays de l'OCDE et à 2040 pour le reste du monde.

En finir avec le subventionnement des combustibles fossiles.

Et donner un prix au carbone.

Les pays développés doivent enfin consacrer 100 milliards de dollars à l'action climatique dans les pays en développement, comme ils l'ont promis.

Ils doivent doubler le montant des financements pour l'adaptation d'ici à 2025, comme ils l'ont encore promis.

Et ils doivent reconstituer les ressources du Fonds vert pour le climat, comme ils l'ont promis là encore.

Tous les pays doivent s'efforcer de rendre opérationnel cette année le fonds pour les pertes et dommages,

Et garantir la couverture universelle des systèmes d'alerte rapide d'ici à 2027.

Demain, j'accueillerai des acteurs susceptibles de faire bouger les lignes au Sommet sur l'ambition climatique.

La COP28 arrive à grands pas.

Le chaos climatique fait exploser de nouveaux records. Nous ne pouvons pas nous permettre la même rengaine que d'habitude et désigner des boucs émissaires ou attendre que d'autres agissent en premier.

Et vous toutes et tous qui vous dépensez sans compter, qui manifestez dans la rue et qui défendez une réelle action climatique, je veux que vous sachiez que vous êtes du bon côté de l'Histoire. Je suis avec vous. Je n'abandonnerai pas cette lutte qui est celle de nos vies.

Excellences,

Nous devons également être déterminés à honorer l'engagement de la Charte en faveur des droits humains fondamentaux.

Seules quatre femmes ont signé notre document fondateur. Un coup d'œil dans cette salle permet de voir que les choses n'ont pas suffisamment changé.

« Nous, les peuples » ne signifie pas « Nous, les hommes ».

Les femmes attendent toujours l'égalité des chances et des salaires ; l'égalité devant la loi ; la pleine valorisation de leur travail et la prise en compte de leurs opinions.

À travers le monde, les droits des femmes – y compris les droits sexuels et reproductifs – sont réduits voire supprimés ; leurs libertés, restreintes.

Dans certains pays, les femmes et les filles sont punies parce qu'elles portent trop de vêtements ; dans d'autres, parce qu'elles n'en portent pas assez.

Grâce aux générations de militantes des droits de femmes, les temps changent.

Des terrains de sport aux écoles en passant par les places publiques, les filles et les femmes défient le patriarcat – et triomphent.

Je suis à leurs côtés.

J'ai pris mes fonctions en m'engageant à garantir la parité hommes-femmes au sein des Nations unies.

Nous y sommes parvenus aux échelons supérieurs et sommes en bonne voie pour le faire à travers l'ensemble du système des Nations unies.

Car l'égalité des genres n'est pas un problème. L'égalité des genres est la solution.

L'égalité, ce n'est pas une faveur faite aux femmes, mais une condition fondamentale pour assurer un meilleur avenir pour tous.

Excellences,

Nous devons être déterminés à répondre à l'Appel à l'action pour placer les droits humains au cœur de notre travail.

Soixante-quinze ans après la Déclaration universelle des droits de l'homme, d'énormes progrès ont été accomplis sur certains sujets – qu'il s'agisse de mettre fin à la colonisation et à la ségrégation ou de garantir le droit de vote des femmes.

Mais nous n'avons pas atteint les droits fondamentaux pour tous, quand 1,2 milliards de personnes vivent encore dans l'extrême pauvreté et que la faim atteint des niveaux inégalés depuis 2005.

Quand la discrimination fondée sur la couleur de peau et l'origine ethnique est parfaitement légale dans bien des pays.

Quand des personnes doivent risquer la mort pour chercher une vie meilleure.

Quand les réfugiés, les migrants et les minorités sont régulièrement traqués et diabolisés.

Quand déclarer son identité de genre ou simplement qui l'on aime peut conduire à l'emprisonnement, voire à l'exécution.

Quand le fait même de s'exprimer peut avoir des conséquences dangereuses.

Les droits humains – politiques, civils, économiques, sociaux et culturels – sont la clé de voute pour résoudre de nombreux problèmes mondiaux interdépendants.

Il faut que des lois visant à protéger les personnes vulnérables soient adoptées et appliquées ; il faut cesser de cibler les minorités et il faut placer les droits et la dignité humaine au cœur des politiques sociales, économiques et migratoires.

Il faut que tous les gouvernements respectent engagements qu'ils ont pris dans la Déclaration universelle des droits de l'homme.

Excellences,

Nous devons également faire face aux menaces imminentes que les nouvelles technologies font peser sur les droits humains.

L'intelligence artificielle générative, quoique riche de promesses, risque de nous faire franchir le Rubicon et de nous exposer à des dangers face auxquels nous serions démunis.

Lorsque j'ai évoqué l'intelligence artificielle dans mon discours à l'Assemblée générale en 2017, seuls deux autres dirigeants ont mentionné le terme.

Aujourd'hui, l'intelligence artificielle est sur toutes les lèvres, suscitant à la fois la fascination et la crainte.

Même certains des concepteurs de l'intelligence artificielle générative réclament une plus grande réglementation.

Or, nombre des dangers liés aux technologies numériques ne sont pas imminents.

Ils sont déjà là.

La fracture numérique aggrave les inégalités.

Les discours de haine, la désinformation et les théories du complot sur les réseaux sociaux sont propagés et amplifiés par l'intelligence artificielle, sapant ainsi la démocratie et attisant la violence et les conflits dans le monde réel.

La surveillance en ligne et la collecte de données donnent lieu à des violations massives des droits humains.

Les entreprises de technologie et les gouvernements sont loin d'avoir trouvé des solutions.

Nous devons agir vite et réparer les dégâts.

Les nouvelles technologies exigent des formes de gouvernance nouvelles et innovantes, auxquelles doivent contribuer les créateurs de ces technologies et les parties prenantes chargées de la surveillance des violations.

Nous avons besoin de toute urgence d'un pacte numérique mondial qui engagerait les gouvernements, les organisations régionales, le secteur privé et la société civile à atténuer les risques liés aux technologies numériques et à déterminer les moyens de mettre les atouts de ces outils au service de l'humanité.

Il a aussi été demandé que l'on envisage la possibilité de créer une nouvelle entité mondiale sur l'intelligence artificielle, qui pourrait constituer une source d'information et d'expertise pour les États Membres.

Il existe de nombreux modèles différents, inspirés notamment de l'Agence internationale de l'énergie atomique, de l'Organisation de l'aviation civile internationale ou du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat.

L'ONU est prête à accueillir les discussions mondiales et inclusives qui s'imposent, en fonction de ce que décideront les États Membres.

Pour faire avancer la recherche de solutions concrètes en matière de gouvernance, je mettrai sur pied ce mois-ci un organe consultatif de haut niveau sur l'intelligence artificielle, qui sera chargé de formuler des recommandations d'ici à la fin de l'année.

Le Sommet de l'avenir qui aura lieu l'an prochain est une occasion unique de progresser dans la lutte contre ces nouvelles menaces, conformément à la vision énoncée dans la Charte des Nations Unies.

Les États Membres décideront de la suite à donner au Nouvel Agenda pour la paix, au pacte numérique mondial, aux réformes de l'architecture financière internationale et à de nombreuses autres propositions visant à relever les défis et à ancrer davantage la gouvernance mondiale dans la justice et l'équité.

Excellences,

L'ONU a été créée précisément pour des moments comme aujourd'hui, où les dangers sont à leur paroxysme et le niveau de consensus au plus bas.

Nous pouvons et devons utiliser les outils à notre disposition en faisant preuve de souplesse et de créativité.

Le mois dernier, notre détermination a porté ses fruits au large des côtes du Yémen.

Le *FSO Safer*, un superpétrolier en décomposition chargé d'un million de barils de pétrole, était une véritable bombe à retardement et faisait craindre une catastrophe écologique imminente en mer Rouge.

Mais personne n'a proposé de solution.

L'ONU a alors pris les devants et rassemblé la communauté internationale.

Nous avons mobilisé des ressources, réuni des experts, facilité des négociations difficiles et instauré un climat de confiance.

Il nous reste encore beaucoup à faire, et davantage de ressources sont nécessaires.

Mais le mois dernier, la cargaison de pétrole du *Safer* a été transbordée avec succès.

Cet effort mené par l'ONU a sauvé la mer Rouge.

Lorsque personne d'autre n'en avait la capacité ou la volonté, la détermination des Nations Unies a permis d'accomplir cette tâche.

Malgré la longue liste des problèmes mondiaux, ce même esprit de détermination peut guider notre action future.

Montrons-nous résolus à surmonter les divisions et à bâtir la paix.

Résolus à défendre la dignité et la valeur de chaque personne.

Résolus à atteindre les Objectifs de développement durable et à ne laisser personne de côté.

Résolus à réformer le multilatéralisme au XXI^e siècle et à unir nos forces afin d'agir pour le bien commun.

Je vous remercie.